

*"Qui se souvient des Arméniens?"
(parole prêtée à Hitler)*

Débats de mémoire, devoir d'histoire

Pour une histoire critique de la mémoire

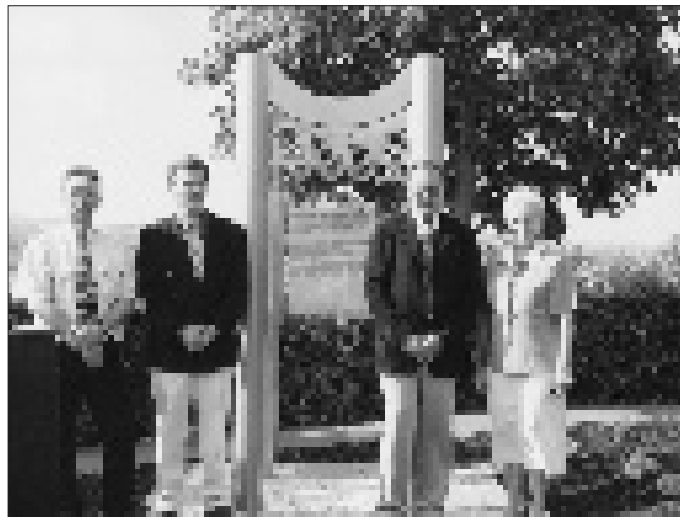
"Le tueur tue deux fois. La première fois en tuant et la seconde fois en essayant d'effacer les traces de son meurtre (...). La seconde ne serait plus de sa faute, mais de la nôtre".¹ Cette interpellation du prix Nobel de la Paix Elie Wiesel lors de sa déposition au procès de Klaus Barbie à Lyon, en 1987, essaie de mettre le doigt sur le trait le plus terrifiant des crimes contre l'humanité: la tentative minutieusement orchestrée de ses auteurs de les garder secrets, de les radier de la mémoire. Eliminations systématiques des Arméniens en 1915, camps d'exterminations où furent éliminés Juifs et Tsiganes, massacres plus récents en Bosnie, au Kosovo, en Tchétchénie, au Rwanda, peu importe les différences qui nous interdisent de ranger tous ces crimes sous le concept juridique de "génocide": ils ont tous en commun le trait caractéristique que leurs auteurs essaient d'en éliminer toute trace.

Cette "seconde mise à mort", comme l'exprime Elie Wiesel, trouve d'ailleurs son prolongement dans le temps. Les efforts des assassins de jadis sont relayés par ceux qui aujourd'hui voient leur intérêt à poursuivre leur tâche d'obscurcissement: négationnistes niant la Shoa, historiens ou hommes politiques turcs mettant la mort de centaines de milliers d'Arméniens sur le compte des affres "normaux" de la guerre civile, responsables russes essayant d'imposer un amalgame trop facile entre "terroristes" tchéchènes et auteurs des attentats du 11 septembre dernier. Face à cet "obscurantisme moderne", la conscience universelle est interpellée: il est impératif que chacun veille à maintenir vivant le souvenir de ces tragédies. Face aux "assassins de la mémoire"², ce sont en particulier les professionnels de la mémoire qui sont appelés à la rescousse: juges, enseignants et éducateurs, et, en premier lieu bien sûr, les historiens.

L'historien confronté à une demande sociale de la mémoire

L'historien se trouve ainsi confronté à un rôle et une responsabilité discutables (dans le premier sens du terme, si ce

n'est dans le second), ceux de gardiens de la mémoire. Ces derniers temps, les historiens sont en effet très sollicités: à travers l'analyse du passé, des explications, voire des justifications du présent leur sont demandées, si ce n'est des racines constitutives d'identité ou des clés pour l'avenir. Ce que les tenants de l'Ecole des Annales appelaient "la fonction sociale de l'histoire" implique ainsi l'historien dans bon nombre de débats de société actuels, qui débordent largement son territoire "traditionnel". Citons pêle-mêle quelques exemples récents: la citation inattendue d'historiens comme experts au procès Touvier, la controverse autour de l'"Industrie de l'Holocauste"³ (l'exploitation financière de la Shoa au profit de l'Etat d'Israël), le débat encore à mener autour de la responsabilité de l'historien dans la présentation largement simpliste de l'Islam, ou, plus proche de nous, les prises de position



Inauguration d'un panneau
commémoratif à Diekirch
Photo: Luc Dockendorf,
aus LW, 22.6.2000
(Archives du LW)

autour de la "Gëllë Fra". On le voit, au-delà de sa fonction analytique et critique du passé, qui est sa fonction de base, l'historien se voit attribuer une fonction civique et, dans une certaine mesure, aussi une fonction éthique.

C'est en particulier le débat de mémoire qui place l'historien sur des terrains débordant la seule histoire. A Luxembourg, lors de la controverse mouvementée autour de la "Gëllë Fra II", les historiens furent ainsi confrontés à la sacralisation du souvenir dans laquelle des chapitres douloureux de notre histoire nationale sont ancrés. Cette controverse eut des prolongements dans le domaine culturel et artistique bien sûr, mais aussi au-delà, au niveau politique et social, ayant pratiquement abouti - à l'image de l'affaire Dreyfus et toute proportion gardée - à diviser la société luxembourgeoise en deux camps. Plus lourd encore à affronter, le travail de recherche de l'historien peut avoir des implications morales auxquelles il préférerait se dérober. L'exemple du dévoilement récent par un historien des véritables auteurs du massacre de Jedwabne, où plusieurs centaines de Juifs polonais furent brûlés vifs par des concitoyens polonais - et non des Allemands - en juillet 1941, est en ce sens révélateur. Très vite en effet, la recherche des motifs et des causes d'un tel crime fut associée à la question de la responsabilité collective et de l'acte nécessaire du pardon, tel que, à Jedwabne, l'ont fini par exprimer

publiquement le président et l'évêque polonais au nom de leurs concitoyens et fidèles.

**La mémoire est subjective,
toujours sélective,
souvent intéressée,
elle vit par ce qui en est
fait. L'histoire quant à elle
s'est dotée d'une méthode
et d'un terrain de débats
qui, à défaut de rendre le
travail des historiens objectif,
permettent de lui accorder
une impartialité certaine.**

Vagues commémoratives et actes de repentir, très en vogue car souvent révélateurs de l'absence de projet de nos gouvernants, risquent ainsi d'entraîner l'historien dans l'abîme de la mémoire. Ce d'autant plus que la divulgation sans nuances du concept de "lieu de mémoire" à laquelle on assiste en ces derniers temps prétend sauver la mémoire en la fixant pour de bon dans certains endroits qui sont ainsi promus au rang de bornes symboliques dans la création de notre conscience nationale et de notre identité culturelle. Options politiques, choix moraux et nationaux: les enjeux de la mémoire et de l'histoire sont suffisamment importants pour mériter une brève réflexion.

Mémoire et histoire

N'en déplaise à ceux qui, face à la perte de la mémoire qui caractérise nos sociétés modernes, appellent les historiens à la sauvegarde de la mémoire collective: mémoire et histoire ne doivent pas être confondues. Contrairement à ce qu'on écrit souvent, l'histoire n'est pas mémoire. La mémoire, c'est la présence du passé, c'est-à-dire la capacité psychique et intellectuelle grâce à laquelle l'homme peut actualiser le passé, tant au niveau individuel qu'au niveau collectif. Plus encore qu'un contenu, la mémoire est un cadre, englobant le souvenir mais aussi l'oubli, prélude possible à la remémoration et à la commémoration sur lesquels il faudra revenir. L'histoire par contre est reconstruction du passé ou mieux, une tentative de représentation raisonnée du passé, à partir d'un travail critique sur les sources, c'est-à-dire les traces que le passé nous a transmises. La mémoire est subjective, toujours sélective, souvent intéressée, elle vit par ce qui en est fait. L'histoire quant à elle s'est dotée d'une méthode et d'un terrain de débats qui, à défaut de rendre le travail des historiens objectif, permettent de lui accorder une impartialité certaine.

La mémoire comme l'histoire travaille pourtant le passé, le temps écoulé, d'où la confusion souvent opérée entre les deux. Comme le souligne Paul Veyne, la différence entre les deux est cependant capitale; elle réside dans la mise à distance, l'objectivation. "Le temps de la mémoire, celui du souvenir ne peut jamais être entièrement objectivé, mis à distance, et c'est ce qui fait sa force: il revit avec une charge affective inévitable."⁴ L'ancien résistant qui visite le camp de concentration dans lequel il fut interné a une mémoire des lieux du supplice, des visages et des corps décharnés, de l'odeur de la maladie et de la mort, bref du vécu. Il est submergé par le souvenir autant que par l'émotion. Son récit sera un récit de mémoire, marqué par le souvenir exalté autant que par l'oubli, le souvenir refoulé. Si elle lit un manuel d'histoire sur le même sujet, cette même victime de la terreur nazie saisit l'évolution des mouvements de résistance de la réaction spontanée vers une structure organisée, les enjeux idéologiques et politiques, les mécanismes de l'oppression



Le Monument national de la
Solidarité Luxembourgeoise

nazie. Dans ce cas, il ne s'agit pour elle plus de revivre, mais d'analyser, de comprendre. Notre personne passe en fait de la mémoire à l'histoire. Suivons le constat lucide de Pierre Nora, directeur d'un volumineux recueil de travaux sur les lieux de mémoire: "Parce qu'elle est affective et magique, la mémoire ne s'accommode que de détails qui la confortent; elle se nourrit de souvenirs flous, téléscopants, globaux ou flottants, particuliers ou symboliques, sensible à tous les transferts, censures, écrans ou projections. L'histoire, parce que opération intellectuelle et laïcissante, appelle analyse et discours critique. La mémoire installe le souvenir dans le sacré, l'histoire l'en débusque, elle prosaïse toujours"⁵.

Histoire et mémoire n'en sont pas pour autant strictement opposés, ou du moins sans liens entre eux. Ils relèvent simplement de registres différents, ce dont il faut être conscient. Raconter ses souvenirs, ce n'est pas encore faire de l'histoire, parce que le souvenir - et l'oubli - s'accommode mal de la construction méthodique d'un objet scientifique. C'est cette confusion par exemple qui engendre les critiques des tenants de la mémoire lorsqu'ils fustigent le travail de l'historien, se refusant à accepter que l'historien fasse un travail critique sur la mémoire au-lieu de la transmettre sans discernement. Le travail démythifiant de l'historien est en ce sens souvent mal compris, parce qu'il dessert les tenants de la mémoire. A cet égard, notons deux exemples récents. En premier lieu, l'incompréhension souvent constatée des groupements d'anciens combattants ou de résistants devant certains travaux historiques qui mettent leur action en contexte au lieu de divulguer des actions héroïques; ensuite le malentendu qui put régner dans certaines discussions autour de la "Gëllë Fra" qu'il faut ranger dans le domaine de la mémoire plutôt que dans celui de l'histoire. En ce sens d'ailleurs, tous les monuments érigés à des fins commémoratives - souvent désignés par le terme malpropre de "monuments historiques" - tout comme les actes commémoratifs devant ces monuments, sont des émanations de la mémoire collective ou de mémoires minoritaires. Celles-ci se plaisent à entourer ce qui constitue la matérialisation de leur

mémoire d'une aura sacrée. Voilà un aspect qui pour avoir été trop facilement négligé envenima la discussion autour du réemploi de la "Gëllë Fra" - non au nom de l'histoire, mais bien au nom de la mémoire.

Car la mémoire, entièrement du côté du vécu, est souvent intéressée. Autant que la mémoire empêchée, illustrée par la tragédie des Arméniens, ou la mémoire enseignée, triste caractéristique des cours d'histoire lorsque ceux-ci

La mémoire collective, si elle est indispensable pour la cohésion sociale d'un groupe ou pour la création d'une identité collective d'une nation, engendre pourtant facilement des dérives.

La mémoire n'est pas l'apanage des seuls régimes totalitaires: elle est la spécialité de tous les zélés de la gloire, de tous les fanatiques de la commémoration.

dégénèrent en leçons de remémorisation exclusive, la mémoire intéressée doit être rangée dans le vaste ensemble des mémoires maltraitées. Il revient à Tzvetan Todorov, directeur de recherches au CNRS, d'avoir dénoncé ce type d'"abus de la mémoire"⁶. La mémoire collective, si elle est indispensable pour la cohésion sociale d'un groupe ou pour la création d'une identité collective d'une nation, engendre pourtant facilement des dérives. En ce sens il est bon de rappeler que la mainmise sur la mémoire n'est pas l'apanage des seuls régimes totalitaires: elle est la spécialité de tous les zélés de la gloire, de tous les fanatiques de la commémoration. De cet avertissement résulte une mise en garde contre ce que l'auteur appelle un "éloge incondtionnel de la mémoire"⁷. Ainsi par exemple, à travers ces actes de commémoration, avec leur cortège de rites et de mythes, certains tenants de la mémoire s'installent dans le statut de la victime, et s'arrogent ainsi le droit de se "plaindre, de protester et de réclamer"⁸. Cette posture engendre un privilège exorbitant fondé sur des bases morales prétendant irréfutables, et met le reste du monde dans une

position de débiteur de créances. C'est ce que Todorov appelle "la mémoire sacralisée". D'où le conseil tout à fait judicieux de l'auteur de lutter contre les abus de la mémoire en essayant de dégager la mémoire du souvenir ponctuel, généralement traumatisant, en extrayant sa valeur exemplaire, telle que la lutte pour un idéal d'ordre moral ou politique. Ce qui permettrait d'éviter le culte de la mémoire pour la mémoire, renvoyant au seul passé, et de l'utiliser bien au contraire pour formuler un projet de société, de l'orienter vers le futur: "Der Gebrauch des Gedächtnisses ist dann gut, wenn er einer gerechten Sache dient, nicht wenn er lediglich meine Interessen fördert"⁹.

Appliquée à la frénésie contemporaine des commémorations, cette réflexion nous inviterait à ne plus considérer celles-ci pour mettre en exergue les actions certes "mémorables" de ceux à la mémoire desquels ils ont été érigés - anciens combattants, résistants, réfractaires ou soldats libérateurs -, a fortiori non plus pour demander réparation pour l'offense subie, mais pour se tourner vers le présent et l'avenir. Pour pousser à l'action contre tout acte de racisme, xénophobie, exclusion ou autre atteinte à la dignité humaine qui touche non pas les mêmes victimes que dans le passé, mais les opprimés du présent et du futur dans des situations nouvelles et pourtant analogues à celles du passé. Un conseil judicieux qui aurait mérité avant toute autre réflexion une large place dans le débat autour du rôle du monument de la "Gëllë Fra".

Les "lieux" de mémoire

Histoire et mémoire, deux notions si proches et pourtant si différentes. Elles n'en sont pour autant pas sans liens et ce sont ces liens qui se trouvent au coeur du débat historiographique actuel. Afin de sortir l'histoire de son cocon stérile dans lequel les positivistes l'avaient enfermée, les tenants de la "Nouvelle histoire" sous l'impulsion de l'"Ecole des Annales" s'étaient choisis d'autres objets - l'histoire des mentalités, celle des phénomènes culturels - et d'autres sources, allant bien au-delà de la seule étude des textes. Un nouveau tournant historiographique

apparu ensuite dans les années 1980, s'annonçant comme extrêmement fertile puisqu'il devrait permettre de dépasser la trop stricte coupure entre l'histoire et la mémoire et replacer ainsi l'histoire dans le cadre dans lequel elle devrait objectivement se situer, celui du présent. Elle s'inscrit ainsi dans la logique de la fameuse phrase de Marc Bloch pour lequel l'histoire ne permet pas seulement de "comprendre le présent par le passé" - attitude traditionnelle -, mais qu'elle doit aussi envisager de "comprendre le passé par le présent"¹⁰. C'est donc l'histoire de la mémoire, de la présence du passé, dans ce qu'elle a de fluctuant et de subjectif, qui est ici envisagée, rappelant la dimension profondément humaine de la discipline historique. L'enquête historique ne fera pas seulement appel à la mémoire pour tenter d'atteindre le passé. Elle ne l'utilisera plus seulement comme outil, mais, bien au contraire, en fera son objet. Ce déplacement du regard se situe ainsi dans le large courant du travail sur les représentations, sans nier toutefois la pertinence et la nécessité de la méthode et de la critique historiques. Entre histoire et mémoire, le fossé reste ainsi important: "La voie est ouverte à une toute autre histoire: non plus les déterminants, mais leurs effets; non plus les actions mémorisées ni même commémorées, mais la trace de ces actions et le jeu de ces commémorations; pas les événements pour eux-mêmes, mais leur construction dans le temps, l'effacement et la résurgence de leurs significations; non le passé tel qu'il s'est passé, mais ses réemplois successifs; pas la tradition, mais la manière dont elle s'est constituée et transmise"¹¹.

Est ainsi lancé un grand projet de réécriture de l'histoire nationale qui, s'il reprend un vieux sujet, innove en matière de méthode. En France, Pierre Nora mène à bien la vaste entreprise des "Lieux de mémoire"¹², dont l'écho positif suscite une version allemande actuellement en cours sous la direction d'Etienne François et Hagen Schulze¹³. D'autres pays comme l'Italie, les Pays-Bas, l'Autriche suivent la même voie. Partant du constat que la mémoire collective joue un rôle de premier ordre dans la construction et la transmission de l'identité de groupes, milieux ou

nations, tout comme au point individuel - comme l'exprimait déjà Marcel Proust - la mémoire forme la réalité, l'étude des lieux de mémoire permet donc de refaire l'histoire d'une nation ou mieux, l'histoire des représentati-

**Pour la mémoire
luxembourgeoise, ce n'est
certainement pas un hasard si
la période médiévale fournit un
contingent important de lieux
de mémoires: Sigefroid/963,
Cunégonde, Ermesinde, Henri VII,
Jean l'Aveugle, autant d'"icônes"
ayant fixé la mémoire au moment
où la nation luxembourgeoise
naissante chercha dans le passé
des souvenirs de sa grandeur.**

ons qu'elle eut d'elle-même au cours des temps. Les lieux de mémoire sont autant de stations dans l'évolution du patrimoine commun de souvenirs (et d'oublis) qui forme l'identité collective des nations. Ce sont donc des "lieux" au sens abstrait du terme, dans lesquels la mémoire se condense, se cristallise ou se personnifie, qui ont tous en commun une portée symbolique. De grands personnages, des événements significatifs ou des symboles du passé, des lieux au sens géographique du terme, comme Versailles ou Verdun pour la France, comme Tannenberg ou Weimar pour l'Allemagne. Des commémorations, monuments, architectures où la mémoire s'est fixée, les grands textes de la mémoire nationale aussi, comme la Déclaration des droits de l'homme ou le Code Napoléon. Leur portée symbolique peut avoir été fluctuante, comme celle de Jeanne d'Arc, oubliée pendant des siècles avant d'être redécouverte aux XIXe et XXe siècles, tant par la gauche républicaine que par la droite conservatrice; elle peut paraître banale comme celle du Tour de France, véritable "institution" contre vents et marées, relever du mythe (le vase de Soissons), de la réalité ou des deux à la fois (la bataille de Valmy). Des contre-mémoires aussi, comme celle de la Vendée, déclarée "région-mémoire", des lieux de mémoire "négative" comme Auschwitz, des lieux de mémoires partagées, tels Versailles

ou Stalingrad, et des lieux de mémoires minoritaires enfin, comme les corons du Nord, Dreyfus ou Drancy. Pour chaque objet d'étude de ce champ extrêmement vaste et dont les limites sont, on le reconnaît, difficiles à cerner, la tâche de l'historien consiste à dégager la part symbolique dans sa relation avec la mémoire des hommes, ou mieux: de la collectivité.

Au Luxembourg, les grands symboles de la reconnaissance collective n'ont pas encore fait l'objet d'une étude d'ensemble. Un vaste projet de recherche sera présenté sous peu par nos soins dans le cadre du programme de recherche "Vivre demain au Luxembourg" du Fonds national de la recherche prévoyant entre autres l'étude des "éléments constitutifs de l'identité et de la mémoire" du Luxembourg. Une réflexion a déjà été entamée en ce sens à partir des lieux de mémoire au sens médiéval du terme, des lieux où la "memoria" des comtes de Luxembourg fut entretenue: l'abbaye de Münster à Luxembourg-ville, celle de Clairefontaine près d'Arlon. Des lieux de mémoire religieux ont été bien étudiés, pour leurs aspects folklorique et religieux, comme par exemple l'abbaye d'Echternach pour le culte de saint Willibrord, l'Octave pour le culte à Notre-Dame. Pour la mémoire luxembourgeoise, ce n'est certainement pas un hasard si la période médiévale fournit un contingent important de lieux de mémoires: Sigefroid/963, Cunégonde, Ermesinde, Henri VII, Jean l'Aveugle, autant d'"icônes" ayant fixé la mémoire au moment où la nation luxembourgeoise naissante chercha dans le passé des souvenirs de sa grandeur. Ce sont des points de cristallisation de la mémoire durables, puisqu'on les retrouve tous cités en bonne place dans le sondage réalisé en 1989 pour les 150 ans de notre Etat où la "popularité" des personnages historiques fut quantifiée. Deux autres moments forts de la mémoire collective sont à chercher dans la seconde moitié du XIXe siècle avec le démarrage économique et culturel - pensons au "Feierwôn" aussi bien qu'à son substrat matériel, le chemin de fer - et, évidemment, dans les années 1939-1945 et l'ensemble des monuments et commémorations qui s'en suivirent. En dehors de ces trois périodes de "densité mémo-

rielle", il faudra en considérer deux autres, où la mémoire collective se forma et se forme contre ou en relation avec l'étranger: la période dite "d'occupation étrangère", du XVe au début du XIXe siècle (citons le mythe des dominations étrangères, le "Klèp-pelkrich" ou la garnison prussienne) et celle, plus récente, de la période européenne (des Mayrisch à Robert Schuman). Enfin, il faudra y joindre les mémoires minoritaires, comme celle des travailleurs immigrés qui activent la mémoire nationale s'ils n'en font déjà pleinement partie.

Si un tel projet, bien structuré et rigoureusement élaboré pouvait aboutir, il apporterait un élément de réponse déterminant à la question du développement de la société luxembourgeoise à laquelle les historiens ne peuvent se dérober. Des tentatives à caractère stimulant comme l'exposition du Musée d'Histoire de la Ville de Luxembourg sur l'identité luxembourgeoise¹⁴ ou comme le dossier qu'un de nos grands quotidiens avait réalisé à l'occasion de la commémoration du 10 mai 1940¹⁵, ou alors à vocation commémorative comme la tentative mi-historique, mi-littéraire de lier lieux de mémoire et itinéraire musical¹⁶, des débats autrement plus pro-

fonds enfin comme celui autour du monument de la "Gëllë Fra" interpellent l'historien dans le rôle qui est le sien, celui de tenter d'expliquer, sans juger et sans pardonner.

L'historien a une obligation de s'occuper de la mémoire, il doit lui opposer un discours documenté, rationnel et critique en soumettant son travail à deux exigences, celle de la liberté et celle de la vérité. En paraphrasant Henry Rousso: affronter la mémoire en la soumettant à une analyse active au lieu de la subir de manière passive, voilà un acte libérateur¹⁷. Et l'on veillera donc à sauver les Arméniens de l'oubli ...

Michel Margue

Ass. prof. au Centre Universitaire de Luxembourg

¹ Elie WIESEL, cité dans Henri DELEERSNIJDER, *Les prédateurs de la mémoire. La Shoah au péril des négationnistes*, Bruxelles, 2001, p. 5.

² Pierre VIDAL-NAQUET, *Les assassins de la mémoire*, Paris, 1987 (Cahiers libres).

³ Norman G. FINKELSTEIN, *Die Holocaust-Industrie. Wie das Leiden der Juden ausgebeutet wird, aus dem Amerikanischen von Helmut Reuter*, München, 2001.

⁴ Paul VEYNE, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, 1996, p. 113.

⁵ Pierre NORA, *Présentation*, dans: Id. (dir.), *Les lieux de mémoire, I: La République*, Gallimard, 1984, p. XIX.

⁶ Tzvetan TODOROV, *Les abus de la mémoire*, Paris, 1995 (Arléa-Poche, 44). Lire aussi du même auteur (cité ici dans sa version allemande, avec toutes les réserves qu'entraîne une telle traduction), *Vom guten und schlechten Gebrauch der Geschichte. Wider Banalisierung und Sakralisierung*, Le Monde diplomatique, avril 2001, p. 14-15.

⁷ Tzvetan TODOROV, *Les abus de la mémoire*, op. cit., p. 13.

⁸ Ibid., p. 56.

⁹ Id., *Vom guten und schlechten Gebrauch der Geschichte*, loc. cit., p. 14.

¹⁰ Marc BLOCH, *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, Paris, 1949 (Cahiers des Annales, 3), p. 44-50.

¹¹ Pierre NORA, *Comment on écrit l'histoire de France*, dans: Id. (dir.), *Les lieux de mémoire, 3*, Paris, 1992, p. 24.

¹² Pierre NORA, *Les lieux de mémoire, 7 vol.*, Paris, 1984-1992, réimpression en trois volumes dans la collection Quarto-Gallimard, Paris, 1997.

¹³ *Deutsche Erinnerungsorte*, 3 vol., t. 1, Munich, 2001. Pour le lien entre les deux entreprises française et allemande, voir: Etienne FRANCOIS, *Lieux de mémoire - Erinnerungsorte. D'un modèle français à un projet allemand*, Berlin, 1996. Pour être complet, citons aussi la publication des recherches suscitées par le séminaire de Hagen SCHULZE à Berlin: Constanze CARCENAC-LECOMTE, et al. (éd.), *Steinbruch. Deutsche Erinnerungsorte*, Frankfurt/M., 2000.

¹⁴ Sous le titre "Luxembourg, les Luxembourgeois. Consensus et passions bridées".

¹⁵ Dossier réalisé par Denis SCUTO, *Monumenter, Fändelen a Blummen - mee wéi behale mer d'Erënnerung?*, dans: *Tageblatt* du 10 mai 2001.

¹⁶ *Millenium - Lieux de mémoire et d'avenir. Un itinéraire musical à travers le Grand-Duché de Luxembourg*, Luxembourg, 2000.

¹⁷ Henry ROUSSO, *La hantise du passé*, Paris, 1999, p. 12 et 23.



Tombeau de Jean l'Aveugle à la cathédrale de Luxembourg